

GÉNÉRALISATION DU PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE

La lente adaptation

**Ce qui n'était qu'au stade de projet semble se concrétiser. La généralisation de l'utilisation du paiement par carte bancaire est prévue pour 2016, aux dires du ministre des Finances. Reste à savoir comment commerçants et usagers vont s'adapter à ce nouveau mode de paiement qui en est à ses balbutiements.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Annoncé plusieurs fois puis ajourné pour des raisons objectives, l'usage de la carte bancaire devrait enfin faire partie des mœurs. Commerçants et usagers vont devoir adopter de nouvelles attitudes.

Auparavant, les pouvoirs publics devront mettre les moyens matériels

pour l'application d'une telle mesure. Cela devra commencer par l'équipement des magasins de TPE mais aussi par la délivrance d'un plus grand nombre de cartes bancaires.

De l'avis des spécialistes, l'hypothèse selon laquelle les Algériens seraient réticents au paiement par carte bancaire ne serait pas juste. Il

s'agirait, selon eux, plutôt de manque de moyens mais aussi de sensibilisation. Le nombre des commerces équipés en terminaux se compte sur les doigts d'une seule main. Ceux qui proposent ce service à leurs clients sont souvent confrontés à des problèmes de connexion avec le serveur.

Il n'est pas rare que cette dernière soit interrompue en pleine transaction pour des raisons techniques. Aussi bien l'utilisateur que le commerçant sont souvent pénalisés par cette situation qui freine le développement du paiement par carte. Pour encourager ce dernier, les banques vont également devoir faire un effort en matière de

délivrance des cartes de paiement pour doter un maximum d'utilisateurs des cartes. Après cela, il faudra entamer un long travail pédagogique non seulement auprès des commerçants mais aussi auprès des usagers. Les premiers seront certainement ceux qui adhéreront moins facilement à cette démarche. Et pour cause, l'usage du paiement par carte suppose une grande transparence dans les transactions. Elles seront toutes facilement quantifiables, ce qui, évidemment, ne convient pas à l'ensemble des commerçants. Une grande partie d'entre eux se complaît dans l'opacité, ce qui leur permet allégrement d'échapper

aux impôts et d'avoir une comptabilité approximative. Les usagers, quant à eux, ne devraient pas opposer beaucoup de résistance. L'usage de la carte devrait leur faciliter un quotidien fait d'utilisation de billets en piteux état et de commerçants qui répètent à longueur de journée qu'ils n'ont pas de monnaie à rendre, obligeant souvent les clients à faire le tour des magasins à la recherche de monnaie.

Des scénarios qui devraient disparaître avec la généralisation de l'usage de la carte, pour peu que la technologie suive.

N. I.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ À PROPOS DE LA BAISSÉ DE LA FACTURE DE MÉDICAMENTS :

«C'est une baisse de valeur et non de volume»

**Le ministère de la Santé se félicitait de la baisse de 40,7% de la facture des importations des médicaments durant les quatre premiers mois de 2015. Aussitôt, cette annonce a été vivement critiquée faisant une liaison entre la réduction de la facture et l'absence de nombreux médicaments sur le marché. Cependant, selon le département de Boudiaf, cette baisse traduit une réduction de valeur et non de volume. La baisse globale des prix imposée aux importateurs pour le renouvellement des enregistrements, explique-t-on, oscille entre 10 et 60%. Dans ce cas comment expliquer la rupture de médicament dénoncée par les opérateurs et le syndicat des pharmaciens d'officines ?**

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La baisse de la facture des importations des médicaments est liée aux prix négociés avec les opérateurs et non à la baisse du volume du médicament, explique Slim Belkessam, conseiller au ministère de la Santé.

Pour rappel, le ministère de la Santé n'a libéré les programmes d'importations que vers fin mars dernier. La tutelle a imposé aux importateurs, avant de signer les renouvellements d'enregistrement de faire baisser les prix des médicaments. «Il n'est pas normal qu'un médicament sur un marché de près de 40 millions d'habitants soit vendu plus cher que sur un marché de 5 millions d'habitants», a souligné M. Belkessam.

Le département de Boudiaf a fini par arracher une baisse globale qui oscille entre 10 à 60% sur les médicaments importés. C'est ce qui explique, selon Belkessam, la baisse de la facture des

importations. «C'est une baisse de valeur et pas de volume», dit-il. D'ailleurs, poursuit-il, il n'a jamais été question de faire baisser le volume mais d'aller plutôt vers la maîtrise des importations. «On opte de plus en plus pour les médicaments anti-cancer, hépatites, les molécules récentes et les thérapies ciblées», dit-il. Selon les données des douanes, la facture des importations des produits pharmaceutiques s'est établie à 468,6 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2015, contre 774,54 millions à la même période de 2014, soit un recul de 39,5%. La quantité des produits pharmaceutiques importés a connu une baisse de 14% passant de 8 635 tonnes durant les quatre premiers

mois de 2014 à 7 422 tonnes à la même période de l'année en cours. Cette baisse de la facture a touché l'ensemble de la composante des produits pharmaceutiques, les médicaments à usage humain, les produits parapharmaceutiques et les médicaments destinés à la médecine vétérinaire. La facture des médicaments à usage humain, qui représente près de 94% du volume global des importations des produits pharmaceutiques, s'est chiffrée à 440,34 millions de dollars contre 742,52 millions de dollars en 2014, soit une baisse de 40,7%. A rappeler que la facture des importations de l'Algérie en produits pharmaceutiques était de 2,6 milliards de dollars en 2014, contre 2,34 milliards de dollars

en 2013. Le Snapo (Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines) est loin de partager l'optimisme du ministère de la Santé. «La facture de médicaments a baissé au détriment de la pénurie. Elle a baissé en valeur ou en volume, la réalité est là», estime le syndicat qui dénonce une rupture de nombreux produits sur le marché, notamment le Sintrom 4 g (indispensable aux malades opérés pour une maladie vasculaire et cardiaque) ou les ovules gynécologiques (introuvables depuis une année).

Le syndicat a recensé, d'ailleurs, une liste de 310 marques de médicaments en rupture durant le premier trimestre dernier.

S. A.

SELON L'UNOP

«L'accès aux soins est avant tout un investissement et pas seulement une dépense»

**«Si nos autorités ne peuvent pas rester insensibles au phénomène des pénuries récurrentes de médicaments, et des défaillances de l'accès aux soins que cela occasionne, on peut, difficilement, reprocher, dans le même temps, au ministre de la Santé de prendre les mesures nécessaires pour importer, en quantités suffisantes, un produit nécessaire, non disponible sur le marché interne», commente l'Unop (Union nationale des opérateurs de la pharmacie).**

Selon cette organisation, la santé a certes un coût qui peut paraître élevé, «mais il ne faut jamais perdre de vue que c'est d'abord un investissement et pas seulement une dépense».

La consommation de médicaments est passée de 60 dollars par habitant, en 2008, à près de 100 dollars, en 2014, toujours selon la même source. Une progression qui garde cependant, l'Algérie encore en deçà de la moyenne mondiale qui se situe autour de 130 dollars par habitant. Les opérateurs expliquent que l'engagement pris en faveur d'un dépistage précoce du

cancer, et autres classes thérapeutiques, va se traduire, pour les cinq années à venir, par un accroissement sensible du nombre des malades à traiter et donc, inévitablement, de la demande future en produits pharmaceutiques importés, estimée à 5,7 milliards de dollars d'ici 2018. En l'espace des dix dernières années, la part de la production nationale, dans la satisfaction des besoins en médicaments, est passée de 12% à 41%.

Selon l'Unop, l'investissement dans l'industrie pharmaceutique est impressionnant, vu les 151 projets agréés par le ministère de la Santé

et actuellement en phase de réalisation. Cependant, ces opérateurs producteurs dénoncent un certain nombre d'obstacles notamment la bureaucratie, «sous laquelle continue d'étouffer notre système d'enregistrement, véritable colonne vertébrale de toute politique pharmaceutique ou, cette incapacité à édicter une réglementation appropriée, sur le recours aux bio-similaires, devenue une voie de nécessité, permettant de donner un signal positif aux investisseurs, pour assurer l'accès, élargi, des Algériens aux thérapies ciblées ou encore, les retards pris à corriger ces inutiles rigidités du système régissant le prix du médicament ou enfin, l'absence de réponse structurée aux besoins immenses en formation de ressources humaines spécialisées, pour donner toutes ses chances de succès au boom, actuel, de l'investissement pharmaceutique national, dans notre pays».

S. A.

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Le ministre de l'Habitat satisfait du taux d'avancement des travaux

**Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, s'est dit globalement satisfait du rythme d'avancement du projet de la Grande Mosquée d'Alger. Toutefois, quelques rappels et orientations ont été donnés à l'encontre des responsables de l'entreprise chinoise chargée de sa réalisation (CSCEC).**

«Il faut mettre le paquet dans la réalisation de la salle de prière. Si on laisse le chantier éparpillé comme cela, on attendra jusqu'à la fin des délais pour pouvoir voir la mosquée se dessiner», a indiqué, hier, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme en marge de la visite qu'il a effectuée à la Grande Mosquée d'Alger.

Afin d'augmenter la cadence dans les travaux, le ministre a même exhorté

l'entreprise CSCEC de porter le volume de béton coulé à 20 000 m³ par mois (actuellement il est à 12 000 m³ par mois). A ce propos, le ministre Tebboune a souligné la disponibilité de l'Etat algérien d'octroyer plus de visas aux Chinois afin de permettre à cette entreprise de porter ses effectifs à 3 000 travailleurs, contre près de 2 000 actuellement et 600 il y a quelques mois.

«On s'en tient toujours au délai de livraison du projet. Si on peut achever l'essentiel des gros œuvres d'ici 2015, on pourra consacrer l'année prochaine à la réalisation des travaux complémentaires», selon le premier responsable du secteur de l'habitat. «Durant ma prochaine visite, les voiles de la salle de prière devraient être achevés. Le minaret, haut de 270 m, sera réalisé d'ici un mois à hauteur de 40m», a insisté le ministre. Interrogé, par ailleurs, sur les réserves qui seraient émises par les services de la Protection civile concernant certaines dispositions prises, le ministre a nié d'un revers de la main cette information.

«La Protection civile a travaillé sur

les plans initiaux. Vous savez qu'aucun plan ne peut être délivré sans le visa des services techniques (l'hydraulique, de sécurité etc.). Pour ce qui est de la Protection civile, elle travaille ici depuis le début. Qu'ils émettent des réserves concernant par exemple les escaliers car ils sont étroits, cela ne veut pas dire qu'ils (les travaux ou le chantier) sont remis en cause», a fait savoir le ministre. Rappelons, en outre, que la Grande Mosquée d'Alger s'étend sur plus de 20 hectares et compte douze bâtiments indépendants dont une salle de prière, une esplanade, un minaret, une bibliothèque (2 000 places) et un centre culturel, une Maison du Coran (300 places).

S. B.

Précisions

En réaction à l'article consacré au moratoire sur le gaz de schiste, paru dans notre édition du 25 juin 2015, le Collectif national pour un moratoire sur le gaz de schiste a tenu à apporter les précisions suivantes :

**«Les membres du CNMGS cités dans cet article n'ont en aucun cas fait allusion ou parlé du projet amendement 05-07- du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures d'autant plus que les experts du CNMGS savent pertinemment que cette loi a été modifiée et complétée par loi du 13-01 du 20 février 2013 qui est en vigueur depuis plus de deux ans.»**

H. Bensâad, M. Azaoui, H. Zegzeg, R. Reghis, MS. Beghoul, A. Zaâtri, F. Aït-Ali et S. Rahmani